

Dir. Resp.: Alexis Brézet

• Jean-Bernard Lévy:
 «EDF a surmonté
 les obstacles» PAGE 21



INTERVIEW

JEAN-BERNARD LÉVY:
 «EDF A LES MOYENS
 DE SES AMBITIONS» PAGE 21

Jean-Bernard Lévy: «EDF a surmonté les obstacles»

*Le PDG du groupe estime que l'entreprise
 a désormais les moyens de ses ambitions.*

De tous
 les grands
 énergéticiens
 européens,
 EDF est l'un
 des seuls
 à avoir
 dégagé
 un profit
 chaque
 année depuis
 la crise
 de 2008

JEAN-BERNARD LÉVY,
 PDG D'EDF

PROPOS REUELLIS PAR
BERTILLE BAYART @BertilleBayart
 ET **FREDERIC DE MONCAULT**
 fdemonicault@lefigaro.fr

ÉNERGIE EDF sort d'une année difficile mais son PDG, Jean-Bernard Lévy, affiche sa confiance. Le lancement de l'augmentation de capital, confirmé lundi par le conseil d'administration, est bien le signe que l'entreprise va de l'avant.

LE FIGARO. - EDF publie ce mardi ses résultats annuels. Le bilan d'une année de «galère» ?

Jean-Bernard LÉVY. - Disons plutôt une année de gros temps. EDF a eu à affronter de multiples difficultés. Certaines, comme le niveau de la dette, je les avais identifiées dès mon arrivée. D'autres étaient imprévisibles, comme les problèmes de qualité de fabrication détectés chez notre partenaire Areva et qui touchent des équipements de notre parc, ou la spéculation sur les prix en profitant des mécanismes

de garantie imposés à EDF. Mais EDF a surmonté les problèmes les uns après les autres, et continue à avancer. La décision finale prise l'été dernier de construire deux réacteurs EPR au Royaume-Uni est la preuve que nous allons de l'avant. Le lancement de l'augmentation de capital, confirmée par le conseil d'administration ce lundi, en est une autre.

Cette augmentation de capital marque-t-elle un tournant ?

Le tournant essentiel a été pris au printemps dernier quand, dans le nouveau contexte de prix de gros très bas, l'entreprise a défini une nouvelle trajectoire financière pour cinq ans. Nous nous sommes donné des objectifs de cessions, d'économies à réaliser, et de maîtrise de la dette. L'État s'est engagé sur un renforcement de nos fonds propres à hauteur de 8 milliards d'euros: 4 milliards par augmentation de capital (dont 3 milliards par l'État lui-même) et environ 4 autres milliards par un paiement du dividende en actions trois années consécutives. Les sceptiques à l'époque doutaient que cela soit possible, on voit aujourd'hui qu'ils avaient tort. Renforcé et plus discipliné financièrement, EDF a les moyens de ses ambitions, nationales et internationales. Il faut rassurer les Français: EDF, qui est pour le pays un point d'ancrage de la compétitivité des entreprises, et pour les ménages, le garant de leur pouvoir d'achat avec des prix bas, sort de cette période mouvementée avec une stratégie claire, avec les moyens de la mettre en œuvre et de relever les défis opérationnels et structurels qui sont les siens.

Sur le plan financier cependant, EDF reste fragilisé. Le cours de Bourse en témoigne...

Pour ce qui concerne le bilan, l'objectif reste de stopper la progression de la dette, et nous démontrons que c'est possible. Sur le plan opérationnel, les résultats du groupe sont affectés par la chute des prix de marché, arrivée brutalement au moment précis où nous y sommes de plus en plus exposés. Nous avons prévenu en décembre que cela marquerait nos résultats. 2017 sera le point bas. Et 2018 sera déjà l'année du rebond. Et je rappelle que, de tous les grands énergéticiens européens, EDF est l'un des seuls à avoir dégagé un profit chaque année depuis la crise de 2008.

Que vaut cette promesse, notamment pour les investisseurs que vous appelez à souscrire à l'augmentation de capital, à trois mois de l'élection présidentielle ? Les candidats n'ont pas le même programme concernant la politique énergétique.

Il y a bien sûr des débats. Mais je n'ai pas entendu que l'on conteste le chemin que l'entreprise a défini. Les trois priorités qu'EDF s'est fixées, dans le cadre de la stratégie Cap 2030, sont reconnues: l'innovation et le développement de nouveaux services au bénéfice des clients et des territoires, le rééquilibrage du mix énergétique entre nucléaire et renouvelables, et le développement international, en particulier hors d'Europe.

Mais selon que le prochain président voudra ou non appliquer la loi de transition



Intervista a Jean-Bernard Lévy - Jean-Bernard Lévy: «EDF ha superato gli ostacoli»

énergétique, selon, surtout, qu'il veut ou non engager le renouvellement du parc nucléaire, cela ne change-t-il pas tout pour EDF?

EDF applique la loi. Si le prochain quinquennat marque une inflexion de politique énergétique par rapport à celui qui s'achève, l'entreprise s'adaptera. Si la loi change, elle s'y conformera, tout en défendant ses intérêts, comme elle l'a toujours fait, et encore récemment. En toute hypothèse, je défendrai les trois priorités stratégiques de Cap 2030.

Pour l'heure, défendre les intérêts de l'entreprise signifie-t-il de ne pas fermer Fessenheim comme le gouvernement actuel le demande?

Fin janvier, le conseil d'administration a accepté les modalités de l'indemnisation par l'État, mais a constaté qu'il ne pouvait délibérer sur la demande de fermeture tant que trois conditions n'étaient pas réunies. La première - concernant le réacteur de Paluel 2 - a été remplie. Restent l'extension du délai de l'autorisation de construction de l'EPR de Flamanville, et l'accord de Bruxelles sur les modalités de l'indemnisation. Quand ces préalables seront acquis, le conseil se réunira dans les quinze jours. Les choses sont faites dans l'ordre logique.

Le « nouveau monde » de l'énergie s'annonce décentralisé, avec des petites structures de production et de l'autoconsommation.

EDF n'est-il pas foncièrement inadapté à ce paysage en mutation?

C'est en effet un défi. Nous avons à démontrer - et nous le ferons - qu'EDF peut aussi être un très grand acteur de la production décentralisée. Cela impose de faire fonctionner simultanément le système très hiérarchique et centralisé d'EDF, efficace mais uniforme, avec un écosystème émergent, plus partenarial, décentralisé, digital. Et nous engrangeons déjà des succès: par exemple, EDF est un acteur clé de la mobilité électrique. Nous travaillons aussi sur les systèmes de stockage, les batteries, la gestion de l'intermittence. D'une manière générale, nous élargissons notre palette de métiers dans ce monde nouveau que nous contribuons à bâtir.

La Cour des comptes vient de publier un rapport qui souligne les contradictions de l'État actionnaire. Vu d'EDF, quel est votre sentiment?

Tous les types d'actionariat - public, privé, familial, avec des fonds d'investissement... - créent un jeu de contraintes avec lequel l'entreprise et ses dirigeants doivent composer. Pour EDF, les débats se situent à la fois avec l'État et avec les investisseurs de marché. Voilà la donne, pour EDF et pour moi. Avec plusieurs années de recul, je peux confirmer que l'État est par nature complexe. Mais je ne peux que me féliciter du soutien, constant et concret, qu'il apporte à EDF et à la stratégie que nous défendons.

En fin de semaine dernière, un démarrage de feu est intervenu dans un bâtiment de la centrale de Flamanville. Est-ce une preuve de plus de la fragilisation de la filière nucléaire, après

que l'intégrité de plusieurs pièces fabriquées au Creusot a été remise en cause?

Un incident dans une centrale n'est certes jamais banal. Mais celui-ci montre bien que nous devons combattre des contre-vérités, véhiculées pour faire croire aux Français que certaines thèses seraient valables. Nous vivons dans un monde de « fake news » et c'est particulièrement le cas s'agissant du nucléaire. Cet incident hors zone nucléaire a été maîtrisé par les équipes d'EDF au moyen de simples extincteurs et n'a heureusement pas fait de blessé. Valait-il un tel retentissement? Il faut dire la vérité aux Français. Sur nos difficultés et sur nos succès. L'activité du parc nucléaire a de fait été affectée par les tests indispensables une fois découverts les problèmes de ségrégation du carbone. Mais, hors ces éléments, notre parc a connu sa meilleure année avec un taux historiquement faible d'arrêts non programmés. Comme pour les autres sujets, nous résolvons, un à un, les problèmes techniques que nous rencontrons. Nous avons mené des batteries de tests et nous sommes aujourd'hui convaincus que la sûreté est assurée sur toutes nos centrales, bien que certains composants présentent des taux de concentration de carbone plus élevés que prévu, ce qui tout simplement montre les marges de sécurité dans les standards retenus. Et, j'en suis persuadé, nous pourrions bientôt dire de l'EPR, à Taishan en Chine, puis à Flamanville, qu'il fonctionne bien.

EDF vient de revoir à la hausse son programme de réduction d'effectifs, avec désormais plus de 5000 suppressions de postes sur la période 2017-2019.

Est-ce nécessaire pour atteindre vos objectifs d'économies?

Nous sommes exactement en ligne avec la trajectoire du programme de réduction des coûts d'un milliard d'euros décidé sur la période 2015-2019. La gestion maîtrisée des effectifs est un des leviers qui contribue à cet objectif, et je rappelle que cela ne gèle pas les embauches puisque le groupe recrutera en France pas loin de 3000 personnes cette année. Notre entreprise, qui fut un monopole, doit progresser et réduire ses charges opérationnelles. Et elle doit s'adapter, à la concurrence, au contexte de surcapacité, à la nouvelle donne énergétique. Elle le fait, avec des salariés compétents, mobilisés, attachés aux valeurs du service public. EDF est une entreprise performante, sur le plan opérationnel comme elle vient de le prouver en maximisant la production au moment de la vague de froid, et sur le plan commercial, puisqu'une large majorité d'entreprises et de ménages lui font confiance année après année. ■



« Pour ce qui concerne le bilan, l'objectif reste de stopper la progression de la dette, et nous démontrons que c'est possible », explique Jean-Bernard Lévy, le PDG d'EDF. FRANCIS BOUCHON/LE FIGARO